Bob Rugurika maintenu en détention préventive au Burundi

PANA, 30 janvier 2015 Maintien en dÃ©tention prÃ©ventive dâ€™un responsable dâ€™une radio privÃ©e au Burundi Buju
Burundi - Le directeur de la Radio publique africaine (Rpa, indÃ©pendante), Bob Rugurika, a regagnÃ© sa cellule de la Maison dâ€™arrÃªt de Muramya, dans le centre du Burundi, au terme de plusieurs heures dâ€™interrogatoire devant un magistrat instructeur qui avait dÃ©pÃªchÃ© sur les lieux de Bujumbura pour des Â« complÃ©ments dâ€™enquÃªte" sur des informations en possession du prÃ©venu au sujet de lâ€™assassinat de trois sÅ“urs religieuses italiennes, au mois de septembre 2014, dans un couvent de Kamenge, un quartier populaire du Nord de Bujumbura, la capitale du Burundi, apprend-on de source proche de la dÃ©fense du prÃ©venu.

Le directeur de la Radio publique africaine (Rpa, indÃ©pendante), Bob Rugurika, a regagnÃ© sa cellule de la Maison dâ€™arrÃªt de Muramya, dans le centre du Burundi, au terme de plusieurs heures dâ€™interrogatoire devant un magistrat instructeur qui avait dÃ©pÃªchÃ© sur les lieux de Bujumbura pour des "complÃ©ments dâ€™enquÃªte" sur des informations e possession du prÃ©venu au sujet de lâ€™assassinat de trois sÅ“urs religieuses italiennes, au mois de septembre 2014, dans un couvent de Kamenge, un quartier populaire du Nord de Bujumbura, la capitale du Burundi, apprend-on de source proche de la dÃ©fense du prÃ©venu. Selon lâ€™un des avocats de la dÃ©fense du prÃ©venu, Me Fabien Segatwa, au dixiÃ¨r jour de sa dÃ©tention prÃ©ventive, Bob Rugurika a Ã©tÃ© sommÃ© par le magistrat instructeur dâ€™indiquer oÃ¹ se trouve aujourd'hui sa source d'information sur les exÃ©cutants et commanditaires du triple assassinat, faute de quoi il allait rester en prison. Le prÃ©venu a rÃ©pondu quâ€™il ignorait, Ã l'heure qu'il est, la position exacte de son informateur qu'il a vu une fois, dâ€™aprÃ¨s toujours lâ€™avocat de la dÃ©fense. Lors de la premiÃ¨re comparution, le 20 janvier dernier, Bob Rugur avait Ã©tÃ© entendu sur trois chefs dâ€™accusation, Ã savoir la Â« complicitÃ© de meurtre Â» pour sâ€™Ãªtre mÃªlÃ© de tr dossier, le Â« manque de solidaritÃ© publique Â» pour avoir cachÃ© un tÃ©moin qui affirmait avoir participÃ© directement au meurtre de lâ€™une des sÅ“urs italiennes au lieu de lâ€™orienter vers la Justice. Le directeur de la Rpa a eu encore Ã rÃ©po de Â« violation du secret dâ€™instruction Â» pour avoir devancÃ© la Justice en laissant son informateur dÃ©noncer publiquement sur les ondes de la Rpa les commanditaires du meurtre qui se compteraient parmi de hauts gradÃ©s de la Police nationale et des services spÃ©ciaux du renseignement. Dans le code burundais de procÃ©dure pÃ©nale, la dÃ©tention prÃ©ventive dure normalement 14 jours et câ€™est au terme de ces dÃ©lais, mardi prochain, que la dÃ©fense a annoncÃ© so intention dâ€™entrer dans le vif du dossier par une demande de remise en libertÃ© provisoire et sa comparution en prÃ©venu libre. A lâ€™extÃ©rieur, la mobilisation des soutiens tous azimuts Ã Bob Rugurika ne faiblit pas Ã travers plusieurs dÃ©clarations et actions qui visent lâ€™obtention de la libÃ©ration rapide du prÃ©venu eu Ã©gard aux charges qui sont Ã©loig de la rÃ©alitÃ© des faits et qui violent la libertÃ© de la presse et dâ€™expression. PANA, 30 janvier 2015 Un responsable d'une radio entendu pour des Â« complÃ©ments dâ€™enquÃªte Â» sur lâ€™assassinat de trois sÅ“urs italiennes au Burundi Bujumbura, Burundi - Le directeur de la Radio publique africaine (Rpa, indÃ©pendante), Bob Rugurika, a comparu, pour la seconde fois depuis son arrestation, le 20 janvier 2015, devant la Justice, depuis la Maison dâ€™arrÃªt isolÃ©e de Muramvya, dans le centre du Burundi, pour des Â« complÃ©ments dâ€™enquÃªte Â» aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© chargÃ© dans un pr temps de Â« manquement Ã la solidaritÃ© publique Â», Â« complicitÃ© dâ€™assassinat Â» et Â« violation du secret dâ€™ins dans le dossier dâ€™assassinat de trois sÅ“urs religieuses italiennes, en septembre 2014, au couvent de Kamenge, un quartier populaire du Nord de Bujumbura. Lors de la premiÃ¨re convocation devant le substitut du procureur en mairie de Bujumbura, Bob Rugurika a passÃ© huit heures Ã rÃ©pondre aux questions du magistrat instructeur sur les trois chefs dâ€™accusation qui dÃ©coulaient dâ€™une interview sur les antennes de la Rpa dâ€™un personnage qui affirmait avoir pris directe Ã lâ€™assassinat de lâ€™une des sÅ“urs italiennes, sur commande de certains hauts gradÃ©s de la Police et des serv spÃ©ciaux du renseignement, mais sans plus de prÃ©cision sur le mobile du crime. Câ€™est le mÃªme substitut du procureur en mairie de Bujumbura, Emmanuel Nkurikiye, qui a fait le dÃ©placement de Muramvya pour les Â« complÃ©ments dâ€™enquÃªte Â» en question. Lâ€™interrogatoire a commencÃ© aux environs de 11h locales (9h Gmt) et il nâ€™Ã©tait pas possible de savoir Ã la mi-journÃ©e de vendredi, la nature exacte des Ã©lÃ©ments complÃ©mentaires dâ€™enquÃªte dans un dossier qui a fini par dÃ©vier de son cours normal pour devenir plutÃ´t une affaire entre la Rpa et la Justice. Un porte-parole du ministÃ¨re de la Justice avait demandÃ© derniÃ¨rement Ã Bob Rugurika de dÃ©noncer la source dâ€™information q avait mis en cause les hauts gradÃ©s de la Police et des services spÃ©ciaux pour bÃ©nÃ©ficier de la remise en libertÃ© provisoire Ã la minute qui suivrait. La concession est cependant difficile Ã faire pour nombre de spÃ©cialistes du droit de la presse qui estiment qu'on ne peut livrer facilement des sources dâ€™information sans, en mÃªme temps, tuer le mÃ©tier de journaliste. Dans le mÃªme dossier des sÅ“urs italiennes, un autre prÃ©venu connu est pour le moment un Â«dÃ©sÃ©quilibrÃ mentalÂ» qui a Ã©tÃ© prÃ©sentÃ© comme tel Ã chaud dans les premiers Ã©lÃ©ments dâ€™enquÃªte policiÃ¨re. Lors de la de vendredi, le directeur de la Rpa Ã©tait flanquÃ© de quatre avocats depuis les bureaux de direction de la Maison dâ€™arrÃªt de Muramvya. Les nombreux soutiens de lâ€™un des journalistes dâ€™investigation les plus reconnus dans le pays et Ã lâ€™Ã©tranger ont Ã©tÃ© par contre tenus Ã bonne distance par un cordon policier. Parmi ces nombreux soutiens, au premi plan figurent les organisations des professionnels des mÃ©dias qui ont essuyÃ©, jeudi, une fin de non recevoir de la part de la municipalitÃ© de Bujumbura Ã une demande d'autorisation de battre le macadam, mardi prochain, comme une nouvelle Ã©tape dans la solidaritÃ© confraternelle avec le patron de la Rpa. Mardi dernier, les professionnels des mÃ©dias avaient arborÃ© des tenues ou alors des bandeaux, des morceaux de tissus au bras en vert, la couleur des habits des dÃ©tenus au Burundi, toujours en guise de solidaritÃ© avec Bob Rugurika. La ConfÃ©dÃ©ration syndicale des travailleurs du Burundi (Cosybu) a mis Ã©galement la pression, en annonÃ§ant une plainte auprÃ¨s de l'Organisation internationale du travail (Oit) contre l'emprisonnement qui viole les droits du travailleur Rugurika, lui aussi membre du syndicat des journalistes du Burundi (Ubj). Â